JOURNAL.

Journal.

ACCORDÉ AU DÉFENDEUR, l'acteur ayant omis
d'inscrire la cause sur la liste — ajour
merché.

Ex parte De Gruchy. (1896)—218 Ex. 48.

**JUGE DE LA COUR POUR LA RÉPRESSION
DES MOINDRES DÉLITS.**

Juge de la
Cour pour la
Répression
des
Moindres
Délits.

*Voir "Cour pour la Répression des
Moindres Délits."*

AFFIDAVIT PASSÉ DEVANT—n'est pas privilégié.

Voir "Fausses Accusations."

JUGE COMMISSAIRE.

Juge Com-
missaire.

DEMANDE EN SÉPARATION DE BIENS faite en sa
présence.

Voir "Séparation de Biens," 21°.

Jugements
Étrangers.

JUGEMENTS ÉTRANGERS.

Voir "*Jurisdiction*," 2°.

1° ACTION POUR RENDRE EXÉCUTOIRE — paraissant que l'acteur a réclamé du défendeur depuis la date du jugement rendu une somme moindre que celle portée dans le jugement, défendeur condamné au paiement de ladite moindre somme, avec intérêt au taux fixé par le jugement étranger.

Chund v. Bayley et au. (1894)—216 Ex. 278.

2° DIVORCE—demande d'enregistrer un jugement étranger par lequel le divorce est prononcé entre la demanderesse et son mari. La Cour, sans se prononcer sur la validité du jugement dans l'île, en ordonne l'enregistrement pour valoir ce que de droit.

Ex parte Alexandre. (1895)—217 Ex. 157.

3° JUGEMENT ANGLAIS — FORME — le jugement n'étant pas certifié dans la forme voulue par les règles de la Haute Cour de Justice d'Angleterre, "Queen's Bench Division," pour porter caractère d'authenticité et faire foi en dehors de la juridiction de ladite Cour—défendeur renvoyé.

Walker et au. v. Mauger. (1896)—218 Ex. 186.

4° ORDRE DE JUSTICE—SAISIE.

Voir "*Saisies*," 1°.

JURÉS JUSTICIERS.

Voir "*Récusations*."

"*Remise de Biens*," 2°.

Jurés
Justiciers.

1° NOMMÉ VICOMTE—Vacance sur le banc de Justice—un Juré-Justicier ayant été assermenté à la charge de Vicomte, la Cour

procède immédiatement à ordonner une élection pour le remplacer. Appel de la décision demandé par le naguère Juré-Justicier et refusé.

Jurés
Justiciers.

Re Lemprière. (1894)—217 Ex. 74, 75.
(*Corps de Cour*).

2° DÉCÈS—INHUMATION—séance de la Cour suspendue jusqu'à l'après-midi afin que la Cour puisse se rendre aux obsèques.

Re Gruchy. (1900)—220 Ex. 396.

3° LEURS ATTRIBUTIONS.

Voir "*Caisse d'Épargnes*."

4° AFFIDAVIT PASSÉ DEVANT—n'est pas privilégié.

Voir "*Fausse Accusations*."

JURIDICTION.

Jurisdiction.

Voir "*Actes*," 1°, 3°, 4°.

"*Arbitres*," 2°.

"*Droit Criminel*," 3°.

1° COUR ROYALE—*Actor sequitur forum rei*—prétention que la Cour jersiaise est incompétente d'autant que la Loi de Jersey n'est ni la *lex loci contractus*, ni la loi du pays où le contrat devait recevoir son exécution—écartée.

Gilbert v. Picot. (1895)—217 Ex. 448.

2° COUR ROYALE—*Actor sequitur forum rei*—Contrat entre une personne domiciliée à Jersey et une personne domiciliée en Irlande.—Jugement obtenu par défaut dans la "*High Court of Justice in Ireland*" vers le défendeur domicilié à Jersey—Action pour rendre exécutoire. D'autant

Jurisdiction

que le défendeur est domicilié à Jersey, y réside et n'a jamais été même temporairement dans la juridiction de ladite Cour—jugé que la Cour d'Irlande n'a aucune juridiction sur la personne du défendeur, ni sur ses biens sis en dehors de ladite juridiction—défendeur déchargé.

Moony v. Le Gresley. (1896)—217 Ex. 563.

3° COUR ROYALE—COMPAGNIE ANGLAISE. Prétention que la compagnie défenderesse n'a pu être légalement ajournée à Jersey, son seul bureau enregistré étant à Londres, et toute action intentée à Jersey devant l'être vers le Directeur Gérant local de ladite Société—écartée, d'autant que la Compagnie a conduit un commerce à Jersey, et que ses biens sis dans l'île ont été déclarés en désastre, et attendu que l'ajour a été délivré à l'endroit où la Compagnie exploitait son commerce, et remis entre les mains de son Directeur Gérant dans l'île.

“*The Debenture Trust and Assets Corporation, Ltd.*” v. “*The Channel Islands' Builders' Supply Corporation, Ltd.*”
(1897)—218 Ex. 521.

4° COUR ROYALE—COMPAGNIE une Compagnie représentée à Jersey par un agent, et y gérant un commerce régulier est justiciable des tribunaux de l'île. Prétention que la Cour jersiaise est incompétente d'autant que la Compagnie à son siège social en Angleterre—écartée.

Touzel v. “Anglo-French Steamship Co., Ltd.”
(1898)—219 Ex. 344.

5° COUR ROYALE—DÉSASTRE—Demande de déclarer les biens d'une Compagnie en

désastre. Opposition par le porteur d'un ordre du "High Court of Justice, Chancery Division," en Angleterre, par lequel il a été nommé Receveur de la Compagnie, qui est établie et enregistrée en Angleterre. D'autant que la traite entre les mains du demandeur est payable à Jersey, et que tant ledit demandeur, que ladite Compagnie, y sont établis. Jugé que le demandeur est en droit de s'adresser à la Cour jersiaise pour protéger ses intérêts. Opposition écartée—déclaration de désastre admise.

Jurisdiction.

Re "*Channel Islands' Builders' Supply Corporation, Ltd.*"—*ex parte Coutanche. McColl intervenant.* (1897)—218 Ex. 470.

6° DEMANDE D'UN "RECEIVER" nommé par la Cour anglaise d'être mis en possession des biens d'une Compagnie enregistrée en Angleterre et faisant commerce à Jersey—rejetée, les biens de ladite Compagnie ayant été déclarés en désastre, et l'officier de la Cour en étant saisi en conséquence.

McColl v. Gross, Directeur Gérant du "Channel Islands' Builders' Supply Corporation, Ltd."—*Coutanche intervenant.*
(1897)—218 Ex. 471.

7° FAILLITE À L'ÉTRANGER —Soussigné souscrit en France entre Français alors domiciliés en France. Une faillite ayant été déclarée sur les biens du défendeur en France, à une date subséquente à celle de la créance qui fait la base de l'action, et l'acteur ayant vérifié sa créance dans ladite faillite, jugé que les tribunaux français sont seuls compétents pour décider entre les parties,

Jurisdiction.

au moins jusqu'à la clôture de la faillite. Le fait que les parties sont maintenant domiciliées à Jersey ne suffit pas pour rendre la Cour jersiaise compétente.

Ozouf v. Ozouf. (1896)—217 Ex. 536.

8° CONNAISSEMENT—fait en France—l'effet de l'endos doit être réglé par la loi française.

Gilbert v. Picot. (1895)—217 Ex. 448.

9° TRANSACTION ENTRE DÉFENDEUR EN ANGLETERRE ET ACTEUR À PARIS.—Prétention que la Cour jersiaise est incompétente—écartée, l'objet qui fait la base de l'accord ayant été envoyé de Jersey par l'acteur au défendeur.

Le Poidevin v. Larkinson.

(1895)—76 Exs. 487.

10° CAUSES MATRIMONIALES—ne sont pas de la compétence de la Cour Royale.

Morell v. Kidd. (1899)—11 C.R. 175.

11° COUR D'HÉRITAGE — COUR DU SAMEDI — CASSATION DE CONTRATS.—COMPÉTENCE.

Voir "Contrats," 1°.

12° COUR DU BILLET—COUR DU SAMEDI.

Voir "Désastre," 1°.

13° COUR DU SAMEDI.

Voir "Mainmorte," 1°.

14° COUR ROYALE—COUR POUR LE RECouvreMENT DE MENUES DETTES—montant en litige. Action pour ouïr Record d'Arbitre (arrêt sursis). Paraissant que les acteurs ont inclus dans leur réclamation une somme qui n'est pas encore exigible et que, déduction faite de cette somme, le montant de

leur réclamation serait au dessous de Dix
Jurisdiction. livres sterling—arrêt libéré.

Le Gros v. Perrin & Long.

(1895)—217 Ex. 197.

15° Id. Id.

Voir “ Loyer,” 6°.

16° COUR POUR LE RECouvreMENT DE MENUES
DETTES—cautionnement—forfaiture.

Voir “ Caution—Cautionnement.”